|  |
| --- |
| AMR 41/8224/2024 – Mexique - 28 juin 2024 |
| FURTHER INFORMATION | URGENT ACTION | x-FI UA 001/24-1 |
| La stratégie relative aux personnes disparues met les recherches en péril |
| MEXIQUE |

La stratégie du gouvernement mexicain lancée en mai 2023 pour faire face à la crise des disparitions n’a guère évolué. Le Registre national des personnes disparues ou non localisées indique actuellement que 115’571 personnes demeurent disparues ou non localisées, mais les autorités sont toujours en train de formaliser les localisations et de mettre à jour ce registre. Les collectifs et les organisations continuent d'exiger d'être consultés. Nous continuerons à suivre les avancées de la stratégie gouvernementale sur les disparitions, à exprimer notre préoccupation et à appeler l'État mexicain à garantir la transparence et la participation des proches des personnes disparues ou non localisées à ce processus.

Le 14 décembre 2023, le président mexicain Andrés Manuel López Obrador et des représentants du ministère de l’Intérieur ont partagé les résultats de la Stratégie de recherche des personnes disparues, notamment une actualisation du «recensement» des personnes disparues dans tout le pays, connu sous le nom de Registre national des personnes manquantes ou disparues (RNPDNO). Les autorités ont réduit le nombre de personnes enregistrées comme étant disparues ou non localisées, classant 80’000 personnes, sur les plus de 110’000 recensées dans le RNPDNO en août 2023, dans des catégories ambiguës.

Le 18 mars 2024, la ministre de l'Intérieur, Luisa María Alcalde, a signalé que plus de 9’000 nouvelles personnes avaient été enregistrées dans le RNPDNO et qu'environ 20’000 personnes auraient été retrouvées. En conséquence, le gouvernement mexicain a déclaré que près de 100’000 personnes étaient toujours disparues ou non localisées dans le pays. Les autorités mexicaines fusionnent actuellement le «recensement» avec le RNPDNO, ce qui pourrait avoir une incidence sur les chiffres officiels définitifs. Le RNPDNO indique actuellement que 115’571 personnes sont toujours disparues ou non localisées.

Le 18 juin, le gouvernement a annoncé une collaboration entre la Commission nationale de recherche et le Conseil national des sciences humaines, de la science et de la technologie (CONAHCYT) pour améliorer le registre et d'autres mécanismes d'accès aux données et de recherche d'informations pour les familles et les autorités, le tout sans consulter les collectifs de proches de personnes disparues et les organisations de défense des droits humains sur la stratégie, notamment quant à la préparation du «ecensement».

La campagne publique exigeant la transparence et la participation des proches des personnes disparues ou non localisées à la préparation du recensement a contribué à accroître le contrôle et la reddition de comptes publique. Nous continuerons de suivre les avancées de la stratégie gouvernementale relative aux disparitions.

**Aucune action complémentaire n’est requise. Un grand merci à toutes les personnes qui ont envoyé des appels.**